L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES.—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 24 NOVEMBRE 1846.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR MAGNE & BIDEL, No. 81, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS: MARDI MATIN, 24 NOVEMBRE 1846.

☞ Nous commençons aujourd'hui un petit roman que Mme Charles Reybaud a fait paraître dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre. Il sera achevé en cinq ou six feuilletons au plus, et nous permettra de reprendre immédiatement la publication des *Mémoires d'un Médecin* à partir de prochain. Chacun en appréciera la suite; ce que nous n'espérons pas le moins du monde. Alexandre Dumas est allé prendre un bain en Espagne, et nous sommes persuadés que ses admirateurs comme *historiographe* ne tarderont pas à le suivre. Souhaitons seulement que l'interruption ne soit pas trop longue. Quant à *Balzac*, on y trouvera les qualités qui distinguent le talent de Mme Reybaud, un intérêt doux et modéré, une narration élégante, relevée par la finesse de l'exécution, le soin des détails et une grande justesse de sentiment. De pareilles œuvres reposent un peu des compositions mélodramatiques dont abonde le feuilleton actuel. Qu'on ne croie pas néanmoins que le drame manque dans *Balzac*: on le trouvera dans les dernières scènes surtout sont pleines de vivacité, et feront, nous le croyons, couler plus d'une larme.

DÉPUTÉ DE LA PRISE DE CHIHUAHUA.

On lit dans l'*Express* de Lexington (Missouri) du courant: "Une personne de cette ville nous informe qu'il a parcouru il y a sept ou deux jours une lettre d'une gravité reçue à Cambden, et dans laquelle était racontée en détail la reddition de Chihuahua aux mains du général Wool. Il paraît que ces troupes sont entrées dans la ville sans rencontrer de résistance: la position américaine a été saisie par les citoyens; et quelques heureux même s'étaient accolades, que les officiers américains étaient invités à s'asseoir à un banquet offert par les habitants de Chihuahua. C'est une bien singulière manière de capturer une ville ennemie."

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES.—Les élections pour le prochain Congrès sont achevées dans seize des États de l'Union, et donnent le résultat suivant:

Limons, un whig et sept démocrates; Missouri, cinq démocrates; Arkansas, un démocrate; Vermont, trois whigs; Maine, un whig et deux démocrates; Georgie, quatre whigs et quatre démocrates; Pennsylvanie, dix-sept whigs et sept démocrates; Caroline du Sud, sept démocrates; Ohio, onze whigs et dix démocrates; Floride, un whig; New-York, vingt-cinq whigs et onze démocrates; New-Jersey, quatre whigs et un démocrate; Massachusetts, neuf whigs; Delaware, un whig; Michigan, trois démocrates; Iowa, deux démocrates: c'est à dire soixante-quinze whigs et cinquante-neuf démocrates.

Les whigs ont par ces seules élections gagné vingt-sept membres, ce qui établit dans la question respective des partis une différence de cinquante-quatre voix. Les délégations congressionnelles de quatorze États qui ont encore à voter, présentent en ce moment une forte majorité locofoco; et si elles restent ce qu'elles sont, les locofocos garderont dans la prochaine chambre un avantage de vingt voix. Pour s'assurer, les whigs ont encore à réaliser un gain de cent membres, et ils sont presque assurés de gagner cette nombre dans le Vermont, en dans le Maine, un et peut-être deux dans le New-Hampshire, deux dans le Maryland, deux dans la Caroline du Nord, deux dans le Kentucky, un dans le Tennessee, et deux dans l'Indiana, sans compter ce qu'ils peuvent espérer en Louisiane. On peut prévoir d'après cela quelle sera la composition de la prochaine chambre. Si nous le sommes pour, les chances sont fort en faveur des whigs. Quoiqu'il arrive, la majorité du parti qui emporte, sera toujours plus de dix voix. Si la question de l'art était le seul caractère distinctif des partis, les whigs l'emporteraient d'un moins cette voix: car ces protectionnistes ne manquent point dans les locofocos, ainsi dans la délégation de New-York, où sur moins six membres locofocos sur onze il y en a quatre qui appartiennent à cette opinion.

L'EMPRUNT DES CINQ MILLIONS.

Le *Journal du Commerce*, l'opération de la spéculation et des institutions va être une excellente affaire pour les courtiers et les spéculateurs de Wall street, mais le *National Intelligencer* répond que Wall street pourrait bien en cette circonstance avoir vendu la peau de l'ours avant de l'avoir mis. On dit en effet que l'emprunt tout entier a été soumissionné par un banquier à un et un huitième pour cent de prime, et l'on croit que ce soumissionnaire inconnu ne serait autre que le porte nom de quelque grosse maison d'Europe, qui serait ainsi venue coopérer dans le pied aux soumissionnaires et aux spéculateurs indigènes.

L'ÉTAT DE NEW-YORK.—Le premier numéro de ce petit journal a paru le 1er, et bien qu'il ne soit pas encore de sa vie entière, il a vraiment bonne mine. Le fonds vaut encore mieux que l'apparence, et les principaux articles sont sur des sujets intéressants et spirituels.

LA FRANC-MAÇONNERIE.—Les deux dernières livraisons de cette publication, dues aux soins et à l'activité de F. Clavel David, sont depuis quelques jours sur notre bureau; et nous nous reprochons de ne pas leur avoir donné la notice qu'elles méritent. Elles offrent un vif intérêt pour les membres de la maçonnerie; et ceux même qui ne font point partie de cet ordre, y trouveront des pensées renseignements.

M. BUCHANAN.—On dit que M. Buchanan compte publier bientôt sur la question du Tarif une lettre dans laquelle il prendra formellement parti pour le système protecteur et contre le tarif locofoco de 1846. Le bruit, dit le *Courrier and Enquirer* de New-York, prend de la consistance. Le secrétaire d'État a protesté dernièrement que le peuple n'administre au gouvernement, et grâce à sa position, il a pu attendre pour démontrer de ses sentiments que le résultat de l'élection fut éclairé sur leur véritable nature.—Question M. Dallas le cas est différent. Il a voté pour le tarif, qu'on sait lui n'aurait pu devenir une loi. Nous espérons que M. Buchanan dans sa lettre assurera l'occasion d'expliquer les assurances données par lui en 1844 que M. Polk était aussi partisan du Tarif que Henry Clay. C'est surtout à ces assurances que le Président actuel est redevable de son élection; et certainement M. Buchanan se doit à lui-même, il doit au peuple de Pennsylvanie, d'expliquer comment sa politique conduit à lui imposer une pareille déception. Cette lettre sera attendue avec une vive impatience et sera lue avec un grand intérêt.

SIR RICHARD PAKENHAM, ministre de la Grande Bretagne à Washington, voyage en ce moment dans le Sud; il était le 17 à Charleston, d'où il devait se rendre à Savannah.

ELECTIONS.

DELAWARE.—Les retours officiels de ce petit État présentent les chiffres suivants:

Pour Gouverneur.—Causey, whig, 2583; Tharp, locofoco, 2535; majorité pour Tharp, 152.

Pour le Congrès: Houston, Whig, 2854; Dellworth, whig, 2701, majorité pour Houston 153.

Législature.—Le Sénat compte 5 whigs et 4 locofocos. La Chambre, 11 whigs et 10 locofocos.

Les whigs ont donc une majorité d'une voix dans chacune des Chambres, et ils sont assurés ainsi d'élire le Sénateur au Congrès.

Chronique Locale.

CIRQUE DE LA PLACE WASHINGTON.—Le cirque que MM. Stone et McCollom ont installé sur la Place Washington mérite d'attirer l'attention de tous ceux qui aiment les habiles écuyers et les beaux chevaux. Les exercices pleins de variété, d'originalité ou de force, donnent un attrait extrême à ces représentations qui vont cesser à la fin de cette semaine. Il est donc important pour les amateurs de s'y rendre promptement, afin de ne point se priver d'une bonne occasion.

EXAMEN DU CODE DE DISTRICT.—*Lundi*.—William Higgin, prévenu de voies de fait sur la personne de M. Labatt, a été mis en jugement et déclaré coupable par le jury. La Cour n'a pu s'occuper d'autres affaires, à cause d'un malentendu entre les avocats de l'État et le greffier, relativement à la rédaction de certains témoins.

Le Dr. Thomas et M. Lebeau, ainsi que deux qui sont présumés d'avoir servi de témoins à ces messieurs, étaient présents à l'ouverture de la Cour. Le juge McHenry leur ayant intimé l'ordre d'y revenir samedi prochain pour assister à la lecture de leur acte d'accusation, M. Grymes s'est levé et a demandé que le dit acte d'accusation fut déclaré non-avenu. La motion sera plaidée samedi matin.

COUR SUPRÊME.—Dans l'affaire de la Municipalité No. 2 contre William Schmidt, on a soulevé pardevant la Cour Suprême, nous l'avons déjà dit, la question de savoir si l'élection par district des juges-de-paix était ou non conforme à la Constitution. Ce tribunal, dans un jugement rendu hier matin, s'est prononcé pour l'affirmative. L'élection est valide, car, dit la Cour: "La constitution doit toujours être interprétée dans le sens des accusés et des avantages du peuple; la législature a tout pouvoir de suppléer ou substituer les paroisses en districts pour l'élection des juges-de-paix dans l'État."

ESCROQUERIE.—William E. Lloyd a été arrêté hier par le police de la seconde municipalité, sous la prévention d'avoir commis récemment une escroquerie au préjudice de M. David F. Clark, de Louisville, Kentucky. L'accusé comparaîtra en outre devant le recorder Baldwin.

John Miller, accusé d'avoir délivré en gratuité et d'avoir frappé un officier de police, a comparu hier devant le recorder Genella qui l'a fait incarcérer en attendant qu'il soit jugé à la Première Cour de District.

ACCIDENTS.—M. Lebeau, l'adversaire, a fait différents coups de feu, dont l'un a atteint son adversaire. Il paraît avoir donné les uns, en tirant dans la direction de l'autre, et les autres en tirant dans la direction de M. [illegible]

Comité de la Presse Municipale.—Le Comité de la première municipalité vient, nous dit-on, de s'assembler extraordinairement, et a délibéré sous la présidence du recorder Genella.

Le secrétaire de Bonelle lecture d'un remerciement au Conseil par le maire, dans le but d'informer cette assemblée qu'il a donné ordre par voie d'affiches de la prochaine adjudication (elle aura lieu le 7 décembre) de la halle aux viandes et des marchés aux légumes. Le maire recommande en outre d'établir une passage publique vers la limite inférieure du premier district.

Sur motion de M. Pelitz, ce message est référé au comité des améliorations avec ordre d'en faire le rapport qui sera présenté à la prochaine séance.

Le comité judiciaire présente un rapport concernant les marchés de cette municipalité. Le comité recommande d'adopter une résolution qui autorise le vente de commissaires et d'ouvertes de toutes parties sous l'examen qui borde les deux marchés. Sur motion de M. Duplessis, le rapport et les résolutions sont référés au comité des améliorations.

M. Duplessis, rapporteur du comité de police, présente une ordonnance en vertu de laquelle la fermeture de tous les établissements fréquentés par les esclaves et les personnes de couleur libres est fixée au coup de canon, c'est-à-dire à 5 heures pendant l'hiver et 9 heures pendant l'été. La résolution est adoptée.

M. Debbs propose une résolution pour enjoindre au commissaire de ce district de faire la police de cette partie de la ville qui dépend de son district, et d'en faire enlever aux frais de la municipalité les corps morts qui s'y trouvent.

M. Dubour propose de substituer à cette résolution une autre, en vertu de laquelle les commissaires ne seraient chargés de faire la police de la Levée que dans une nuit d'hiver, que dans le cas où le [illegible] ger serait malade ou sérieusement incapable de remplir ses devoirs. Cette résolution qui engage aussi les commissaires de descendre au voyer tout dépôt de corps morts sur la Levée, pour y rester ce dernier les jusse enlever aux frais de la municipalité, est adoptée par 9 voix contre 1. Le Conseil s'ajourne.

NEW-JERSEY.—La ville de Jersey est en proie dans ce moment à une assez singulière épidémie. Bon nombre d'habitants sont attaqués d'un mal d'yeux qui commence par une démangeaison assez vive, soutenant accompagnée de fortes douleurs; il en résulte bientôt une grande faiblesse dans la vue et une grande inflammation à l'extérieur; puis bientôt l'œil se ferme et l'on perd presque complètement la vue. [illegible]

Le correspondant qui écrit de New-York au *National Intelligencer*, adresse au secrétaire de la Trésorerie l'avis suivant:

"J'ai cru convenable à faire au secrétaire de la Trésorerie: il n'en tiendra sans doute point compte; mais néanmoins je ne veux point la perdre. Je recommanderai donc à M. Walker d'annoncer dès maintenant qu'il délivrera cinq millions d'inscriptions de rente au pair contre des bons du Trésor.—Cet emprunt serait pris sur le champ, serait vendue immédiatement la majeure partie des bons du Trésor, en donnant par conséquent à la circulation un gigantesque développement. Dans l'état actuel des choses, il faut plus valoir à ceux qui reçoivent ces bons de les faire valoir; ainsi ces bons restent dehors, et laissent ainsi sans emploi une grande disponibilité du gouvernement le revenu courant qui lui serait fort utile. Puis quand le Congrès se réunira, le secrétaire du Trésor obtiendrait bien vite un nouveau bill qui lui permettrait de faire une nouvelle émission de dix millions de bons. Cette manœuvre financière procurerait à l'administration un allégement momentané dont elle a grand besoin.

LOUISVILLE.—Il vient de mourir dans le comté de Woodlock, Kentucky, un individu du nom de Henry, qui n'avait pas moins de 128 ans. Il était né dans le Maryland. A l'âge de 81 ans, il a épousé sa quatrième femme.

TÉLÉGRAPHE MAGNÉTIQUE.

M. A. Rendall, dans une lettre où il expose les développements que recevra probablement la télégraphie électrique, s'exprime avec beaucoup de sens sur l'importance qu'il y aurait à faire passer cette entreprise de l'exploitation particulière dans les mains du gouvernement.

"Pour nous qui connaissons, dit-il, la valeur, de cette invention, il est étrange que le gouvernement ne s'en soit point emparé comme du plus puissant auxiliaire qu'il put avoir dans la guerre avec le Mexique. Je répondrai à la dire qu'à l'aide d'une ligne allant jusqu'à la Nouvelle-Orléans, dont l'établissement n'aurait pas coûté plus de deux cent mille piastres, on aurait pu épargner plus d'un million de piastres depuis le commencement des hostilités, et donner un ordre une bien plus grande activité à certaines opérations. La marine de Monterey aurait pu être ravitaillée deux semaines on plus; et dans cet intervalle, Saltillo eut été probablement pris, et l'on aurait fait un pas de plus vers la paix. Le lecteur se [illegible] serait venue, contenant d'existences n'auraient pas sauvé en communiquant immédiatement cette nouvelle à Nashville et à la flotte!

"Tout ce qui a été accompli depuis deux ans pour l'extension du télégraphe, l'a été par l'entreprise particulière malgré de nombreuses difficultés, et maintenant que tous les obstacles ont été surmontés, les compagnies s'inquiètent fort peu d'avoir l'appui du gouvernement. Mais c'est une grande entreprise que de faire courir une ligne de poteaux et de fils conducteurs de Washington à la Nouvelle-Orléans; et bien que les capitaux particuliers puissent et veuillent le faire, ils n'y réussiront pas aussitôt que le réclame l'intérêt du pays. Sans décider de la question de propriété permanente, le gouvernement pourrait assurément dans certaines cette ligne ou aider à sa construction afin de pouvoir communiquer plus promptement avec ses troupes et ses navires engagés dans la guerre; et il aurait la certitude matérielle que tous les fonds avances par lui lui seraient remboursés jusqu'à la dernière piastre au bout d'un temps donné. Dans l'opinion de beaucoup de gens désintéressés, le premier acte du Congrès, à la prochaine session, devrait être de passer un acte, allouant les fonds nécessaires pour assurer au gouvernement l'usage de la ligne télégraphique de Washington à la Nouvelle-Orléans, pendant la durée de la guerre. Et par un vigoureux effort, il ne serait pas impossible d'avoir achevé cette ligne en quatre mois."

Le lecteur devine du but de son lettre qui n'était point de donner des avis au gouvernement, mais de fournir de simples renseignements. Je ne chercherai point néanmoins d'excuse pour les suggestions que j'ai faites, attendu que ces suggestions sont d'une nature civile que l'imagination de mon devoir de les faire si je n'eusse pas été à l'invention du télégraphe électrique. Un sage gouvernement ne saurait dédaigner les moyens que lui offre cet instrument, pour accroître son pouvoir et pour diminuer ses dépenses. Sans doute le gouvernement, le tarif de ce dont il a besoin et ne peut manquer de les obtenir, avant la fin de 1849; avec cette aide, elle serait prête pour le 4 juillet 1847.

La population de l'Ouest commence à se montrer sévère en faveur du Télégraphe; une autre raison ne se passera point avant qu'une ligne ait atteint Cincinnati et se dirige sur St-Louis. Une ligne de la Nouvelle-Orléans qui viendrait d'unir avec celle-ci à Louisville, et une autre ligne qui les relierait toutes les deux à celle des Lacs, seraient extrêmement précieuses et compléteraient les arbres principales du système télégraphique aux États-Unis."

LE CLERGÉ ANGLAIS, LE PARLEMENT ET LES OMNIBUS DE FER.—*Le Commercial Magazine*, publié à Londres, contient une liste assez curieuse, c'est celle des ecclésiastiques et des membres du parlement, dont les noms figurent sur les listes de souscription pour les chemins de fer. Les ecclésiastiques sont au nombre de deux cent cinquante-sept. Quelques-uns d'entre eut ont pris des actions pour des sommes considérables. Un de ces révérends a signé pour $187,500 ($37,500 £); un autre pour $150,000; trois pour $100,000 chacun; six pour $75,000 tout au moins; dix pour $50,000; cinquante-trois pour $25,000 à $30,000; le reste pour $10,000 à 5,000.

Quant aux membres du parlement, la chose en plus sérieuse; cent cinquante-sept d'entre eux, formant le quart environ de la chambre des communes, sont, en nombre de souscripteurs primitifs des chemins de fer. Il est évident qu'ici les intérêts influent sur les votes, et il est permis de supposer que ces messieurs tirent profit de leur position comme législateurs, pour faire accorder de bonnes conditions aux lignes dans lesquelles ils ont mis une forte portion de leur fortune.

Quiconque du parlement a souscrit pour $1,455,000 (291,000 £), un autre pour $250,000, un troisième pour $600,000. Celui-ci a pris pour $750,000 d'actions, et celui-là pour $600,000; il n'en est point qui n'aient souscrit pour moins de $100,000 ($ 20,000 £). Tous ces chiffres révèlent sous quelle influence certaines lois ont été proposées, discutées, rendues. La publication de ces faits a produit une vive sensation à Londres.

FEUILLETON.

FÉLINE.

CHRONIQUE DES ANCIENS COUVENTS DE PARIS.

I.

Le dernier jour du mois de décembre, en l'année 1790, à l'heure où la [illegible] commençait à circuler dans les rues de Paris, une voiture de voyage entra dans la grande ville, par la porte de Saint-Antoine. Ce carrosse, d'une forme [illegible] était traîné à quatre bonne liquide à travers laquelle il n'était pas [illegible] de distinguer la couleur de la caisse et les armoiries peintes sur les panneaux; pourtant l'un entrevoit encore une couronne de comte brodée avec des fleurs d'argent sur les rideaux qui remplissaient les glaces. L'un de ces rideaux entr'ouverts laissait apercevoir les voyageurs. Dans le fond du carrosse, une dame, enveloppée d'une pelisse noire et le visage caché dans son coiffe, sommeillait, la tête renversée sur un carneau de velours. La banquette de devant était occupée par un homme âgé qui paraissait être quelque chose comme un valet de chambre, et par une vieille femme dont la mine [illegible] celle d'une suivante de bonne maison. Ces deux personnages, d'une physionomie peu avenante, ne paraissaient pas une sinécure, et gênaient à peine le regard environnant et fatigué sur la rue. Debout entre [illegible] et la chaise, une petite fille, de cinq ans environ, s'appuyait des deux mains à la portière, et contemplait d'un air [illegible] la foule [illegible] qui passait sur les trottoirs. Les [illegible] ambulantes qui [illegible] aux [illegible] des carrefours, et la foule affairée qui, pressée d'en finir avec l'année, courait les boutiques pour faire ses emplettes du jour de l'an. A chaque [illegible] la petite fille se retournait pour interpeller la femme de chambre et lui montrer, avec des cris d'admiration, quelque magnifique [illegible] appendu aux vitrines ou quelque [illegible] pâtissière; mais celle-ci ne paraissait point du tout être [illegible] par ce tableau mouvant, et n'y répondait que par [illegible] monosyllabes, et encore:

"Oui, [illegible] ma petite, c'est fort joli."

"Non, [illegible] ma petite, ce n'est pas [illegible]."

"Je ne sais pas [illegible] ma petite."

Cependant [illegible] avait [illegible] [illegible] [illegible]